Le coworking, l'empreinte territoriale Essai d'analyse d'une agglomération industrielle en reconversion

*Coworking, the Territory Footprint. Essay of Analysis of an Industrial Area in
Reconversion*

Sophie Boutillier

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/4845>

DOI: 10.4000/interventionseconomiques.4845

ISBN: 1710-7377

ISSN: 1710-7377

Publisher

Association d'Économie Politique

Electronic reference

Sophie Boutillier, « Le coworking, l'empreinte territoriale

Essai d'analyse d'une agglomération industrielle en reconversion », *Revue Interventions économiques*

[Online], 60 | 2018, Online since 16 November 2018, connection on 18 June 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/4845> ; DOI : 10.4000/

interventionseconomiques.4845

This text was automatically generated on 18 June 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la
Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Le coworking, l’empreinte territoriale

Essai d’analyse d’une agglomération industrielle en reconversion

Coworking, the Territory Footprint. Essay of Analysis of an Industrial Area in Reconversion

Sophie Boutillier

1. Introduction¹

- ¹ Le coworking serait devenu depuis ces dix dernières années, un nouveau mode d’organisation du travail reposant sur des espaces de travail partagé, dans le but de favoriser les échanges et les synergies entre les coworkers, et nourrir l’innovation et la créativité. Il est ainsi généralement présenté comme une véritable révolution de l’organisation du travail, comparable à celle du taylorisme et du fordisme au début du 20^e siècle (Silva, Ben Ali, 2010). Alors que le travailleur du 20^e siècle était un travailleur-robot, dans l’incapacité de prendre des initiatives dans le cadre rigide de l’Organisation Scientifique du Travail (Coriat, 1979), son homologue du 21^e siècle serait un travailleur créatif (Genoud, Moecki, 2010), autonome, flexible, responsable, travaillant dans un espace ouvert et collaboratif, grâce à l’usage des technologies numériques les plus récentes (Silva, Strohl, 2016). Les espaces de coworking seraient ainsi des espaces de travail favorisant l’innovation individuelle et collective, sous toutes ses formes (produit, processus et organisationnelle, technique et sociale) dans une atmosphère de travail conviviale, généralement grâce à de nouveaux moyens techniques nouveaux, tels que les fab labs, les makerspaces et les imprimantes 3D, sur la base de compétences et de connaissances mutualisées (Morel, Le Roux, 2016).

- 2 Le phénomène du coworking est véritablement de grande ampleur et mondial. En 2017, on comptait 13 800 espaces de coworking dans le monde, contre 1130 en 2011 ; 1,18 million de membres en 2017, contre 43 000 en 2011 (Global Coworking Survey, 2017). En France, on comptait en 2017 environ 600 espaces de coworking. Leur nombre a été multiplié par dix depuis 2012 (Peghaire, 2017). Dans les Hauts de France, région où se situe notre terrain d'investigation, 26 espaces de coworking étaient recensés en 2017, dont 7 à Lille, la ville la plus peuplée de la région (J'innove, 2017).
- 3 Privilégiant l'entrepreneuriat, les espaces de coworking se sont multipliés dans plusieurs pays (industriels et émergents) pour capter la capacité d'innovation des plus créatifs, tandis que d'autres, tentent d'y créer leur propre emploi. D'un autre côté, les entreprises fordistes n'ont pas disparu. Cette forme d'organisation du travail s'est même étendue de l'industrie aux services depuis la fin du 20^e siècle (Duval, 1998). Dans le système productif actuel coexistent des formes d'organisation du travail passées et actuelles, comme autant de moyens de capter la valeur créée par les individus. Les espaces de coworking participent ainsi à la diversification des formes d'organisation du travail, entre salariat et travail indépendant, dans un contexte économique et social marqué par la précarisation permanente de l'emploi (Hill, 2015) privilégiant l'entrepreneuriat pour réduire le chômage et favoriser l'innovation (Boutiller, Uzunidis, 2017).
- 4 La réalité est ainsi beaucoup plus contrastée. Les espaces de coworking n'attirent pas uniquement des entrepreneurs dotés d'une propension élevée à innover, mais également des personnes en recherche d'emploi, qui créent par ce moyen leur propre emploi en fondant une entreprise, des travailleurs en freelance (fréquemment autoentrepreneurs) ou des salariés qui exercent une activité professionnelle pour le compte d'une grande entreprise (laquelle peut ainsi louer des bureaux pour un loyer relativement modeste), ou d'une association (qui peut avoir une action à mener dans un territoire où elle ne dispose pas de locaux). Dans ces conditions, les relations de coopération et d'entraide évoquées entre les coworkers appartenant à un même espace de travail sont fréquemment absentes, ce qui réduit l'intérêt des espaces de coworking. En effet, ces relations de coopération ne se décrètent pas, une relation de confiance entre les coworkers doit se développer, chacun travaillant à son projet sans échanger avec d'autres coworkers. Si certains coworkers échangent quelques propos sur leur projet avec d'autres, ils le font brièvement dans la cafétéria ou la cuisine commune de l'espace de coworking, en l'absence de tous liens de coopération suivis. Les centres de coworking réunissent généralement des individus aux parcours professionnels variés, disposent de compétences techniques différentes, dont les objectifs en termes d'insertion professionnelle divergent. Les relations de coopération sont souvent absentes. L'objectif n'est donc pas de réaliser des projets en commun, mais un projet personnel avec parfois la crainte d'être copié par un tiers. Il existe par conséquent un décalage important entre l'utopie socio-économique (Liefoghe, 2018) que représentent le coworking et la réalité économique et sociale. La réussite d'un espace de coworking ne se décrète pas, nombre de conditions doivent être réunies dans cet objectif, qu'il s'agisse de veiller à la professionnalisation du métier d'animateur pour développer les relations de coopération entre les coworkers ou encore de favoriser le développement d'une osmose entre l'espace de travail et le territoire dans lequel il est inséré (Levy-Waitz, 2018).
- 5 Le coworking est né en Californie, mais tous les territoires ne lui ressemblent pas, ni sur le plan économique, ni sur le plan social ou culturel, le coworking prend alors forcément des formes très différentes. Certains territoires sont faiblement dotés sur le plan factoriel.

Leurs trajectoires économiques ont été construites par exemple sur plusieurs décennies sur l’industrie lourde et l’emploi ouvrier. Ce sont des actifs spécifiques qui favorisent la création de routines organisationnelles, voire d’une dépendance de sentier (Boschma, 2004), qui nuisent largement à une nouvelle orientation économique, alors que d’autres territoires bénéficient de ressources de hautes technologies (humaines, matérielles et institutionnelles) grâce à la présence d’universités prestigieuses et d’entreprises de technologies de pointe. Pourtant à l’heure actuelle, en dépit de ces dotations factorielles très inégales, les espaces de coworking sont créés dans des territoires très différents. Ces espaces de coworking répondent à des objectifs différents selon la manière dont ils sont gérés, car ils peuvent être créés par des acteurs variés (entrepreneur, entreprise ou collectivité territoriale). Par exemple, un coworking créé par une collectivité territoriale constitue pour cette dernière une opportunité pour s’afficher comme un territoire ouvert et innovant où il fait bon vivre et travailler (Boutillier, *et al.*, 2016). Les grandes entreprises peuvent aussi tirer profit de ces espaces de travail en louant moyennant un loyer relativement réduit des bureaux pour leurs salariés nomades, réduisant ainsi les coûts fixes liés à l’immobilisation d’actifs. En bref, chaque espace de coworking se distingue par une histoire, une trajectoire économique donnée, des acteurs, publics et privés.

- 6 Cette réflexion critique sur le coworking s’appuie sur une enquête de terrain réalisée dans un centre de coworking situé dans une agglomération du nord de la France en reconversion industrielle, Dunkerque. Nous y avons mené une enquête qualitative, entre mars et juin 2017, par entretien semi-directif auprès du dirigeant fondateur et de 17 coworkers. Notre objectif est d’identifier leurs motivations, et connaître leurs projets professionnels.
- 7 Après avoir présenté de façon synthétique les débats académiques quant à la définition et au rôle des espaces de coworking dans l’évolution de l’organisation du travail, y compris dans sa dimension évolutionniste, nous formulerons notre question de recherche pour montrer que le coworking est un phénomène pluriel. Cette pluralité est fondamentalement tributaire du territoire dans lequel les espaces de coworking sont insérés, d’où l’accent sur l’empreinte territoriale du coworking. Ce que nous allons montrer à partir de l’espace de coworking de Dunkerque.

2. Revue de la littérature et question de recherche

2.1 Revue de la littérature : le coworking, un nouveau mode d’organisation du travail collaboratif et innovant ?

- 8 La littérature académique sur les tiers lieux en général et le coworking en particulier est très abondante. Ce qui témoigne à la fois d’un intérêt certain pour le sujet et de l’absence de stabilisation des définitions, due en partie à la jeunesse du sujet. Si le tiers-lieux (Oldenburg, 1989) est un « terme nébuleux » (Brown, 2017), la définition du coworking l’est tout autant, en raison des formes variées d’organisation du travail auquel il fait référence. D’où l’intérêt de revenir sur la genèse du phénomène.
- 9 Le coworking ou espace de travail collaboratif est né au début des années 2000 en Californie. Il tire ses origines à la fois de l’évolution récente des technologies numériques (Lallement, 2015 ; Berrebi-Hoffman *et al.*, 2018) et de la volonté de nombre de salariés

d’échapper au dirigisme de la grande entreprise aux règles de management oppressantes (Dupuy, 2003, 2015 ; Linhart, 2015 ; Gaulejac, 2015 ; Gaulejac, Hanique, 2015). Ces espaces de travail sont en effet conçus comme des espaces de travail collaboratif permettant aux participants de développer leur créativité et leur imagination, sans contrainte, en l’absence de tout rapport d’autorité. Pour mettre en évidence l’originalité du coworking par rapport à l’entreprise, ces espaces de travail sont volontiers appréhendés comme des « tiers-lieux » (Oldenburg, 1989), soit des lieux qui se situent entre les lieux d’habitation et de travail, par exemple des cafés ou des bibliothèques où de jeunes entrepreneurs indépendants se réunissent pour monter leur projet. Cependant parler du coworking d’une manière générale est difficile, car ce terme générique regroupe des situations très variées, et le lien avec les tiers-lieux n’est pas toujours évident, car les espaces de coworking sont plus généralement des espaces de travail (Fabbri, 2017), et y sont exclusivement dédiés. Ces espaces de travail ont pour ambition d’offrir contrairement à ce que peut être l’usine, l’atelier ou le bureau, de bonnes conditions de travail en termes d’autonomie en matière d’organisation du travail (Silva, Ben Ali, 2010 ; Genoud, Moecki, 2010). Les coworkers ne sont pas soumis à des horaires de travail rigides et sont maîtres de la gestion de leur temps.

- 10 Dans son acceptation la plus simple, un espace de coworking peut être défini comme un espace de bureaux ouverts dans lesquels travaillent des professionnels non affiliés qui paient leurs frais (Capdevila, 2015). Mais, cette définition est trop statique, car elle ne prend pas en compte les relations de coopération, de partage, qui se développent entre les membres, et qui sont mises en avant lorsque l’on évoque le coworking généralement dans la littérature académique. Les espaces de coworking se caractérisent aussi par l’émergence d’une communauté de professionnels indépendants, d’entrepreneurs et de petites entreprises qui travaillent les uns à côté des autres en partageant des ressources et des connaissances de façon marchande ou non marchande (Le Nadant *et al.*, 2018). Réduire le coworking à un partage de bureaux ne permet donc pas de rendre compte de la réalité plurielle des centres de coworking, qui peuvent par exemple accueillir des salariés nomades travaillant pour des entreprises ou des associations, mais permettent également de développer des rapports de coopération entre ses membres. Il est en effet important de noter la présence d’une grande variété de statuts professionnels (entrepreneurs, autoentrepreneurs, mais aussi de petites entreprises), qui travaillent côte à côte en partageant des ressources et connaissances avec les autres coworkers. Dans ces conditions, une définition en deux dimensions (Fabbri, 2017) peut être privilégiée : les espaces de coworking sont des espaces de travail physiques multi-entreprises, adaptés à des activités de service, où les coworkers sont unis par une volonté de partage des connaissances, par des interactions formelles et informelles, pour développer un projet personnel (Scaillerez, Tremblay, 2016 ; Tremblay, 2006). Par ailleurs, travailler dans un tel espace permet aussi de délimiter une frontière entre vie privée et professionnelle, réduisant le sentiment d’isolement des travailleurs indépendants dont l’entreprise est localisée dans leur domicile.
- 11 Depuis le début des années 2000, les tiers-lieux en général et le coworking en particulier ont fait l’objet d’une abondante littérature, preuve de l’intérêt majeur des chercheurs pour ce sujet (Scaillerez, Tremblay, 2017). Le mot de « coworking » aurait été inventé par un designer américain, Bernie De Koven, en 1999 pour désigner l’essor du travail collaboratif. Cependant le coworking existait déjà avec l’apparition des hacker spaces en 1995 (Berrebi-Hoffman *et al.*, 2018 ; Lallement, 2015) pour échanger facilement des

informations. Le concept des espaces de travail collaboratif est d'abord apparu en Europe (en Allemagne puis en Autriche, en 2002). Mais, c'est aux États-Unis que le premier espace de coworking a été officiellement créé en 2005. En France, le premier espace de coworking a également été ouvert en 2005, La Cantine, initié par la société Silicon Sentier à Paris (Capdevila, 2015). Mais, si le coworking fait à l'heure actuelle figure d'innovation, son principe est beaucoup plus ancien, puisque les espaces de coworking sont organisés sur le modèle des ateliers d'artistes de la Renaissance qui reposaient déjà sur le principe du travail collaboratif (Formica, 2016).

- 12 Si les espaces de coworking, en vertu de la théorie de Oldenburg (1989), sont bien le produit d'une lente évolution, caractérisée par la recomposition de formes passées d'organisation du travail grâce aux technologies numériques les plus récentes, permettant le télétravail, ils revêtent des réalités variées, ce qui rend problématique leur définition. Bien que fréquemment assimilés aux tiers-lieux, les espaces de coworking ont une identité propre. Ce ne sont ni des tiers-lieux, ni des incubateurs, ni des fab labs (Fabbri, 2017). Ce ne sont pas des tiers-lieux, car les espaces de coworking sont bien des espaces de travail identifiés en tant que tels. Ce ne sont pas des incubateurs, car ce ne sont pas des structures d'accompagnement à la création d'entreprise (Pierre, Buret, 2014). Les incubateurs apportent une aide à la création d'entreprise aux porteurs de projets qui ne sont présents dans l'incubateur que pendant la période de démarrage du projet. Ce qui n'est pas le cas dans un espace de coworking où en règle générale le coworker n'est pas tenu d'y résider pour une période donnée. Il peut rester dans l'espace de coworking quelques jours, comme plusieurs années. Ce ne sont pas non plus des fab labs qui sont des espaces ouverts aux makers qui peuvent ainsi fabriquer divers objets en utilisant des machines, telles que des découpeuses laser, des imprimantes 3D... Les espaces de coworking ne disposent pas forcément de ce type d'outils, bien que leur présence soit généralement fréquente.
- 13 Les espaces de coworking ne constituent pas une forme révolutionnaire d'espace de travail, mais ils comprennent toujours des bureaux et des chaises (Fabbri, 2017) et offrent contrairement à une entreprise (même si certaines entreprises évoluent en ce sens), des espaces non dédiés au travail, mais aux échanges entre les coworkers, ou encore à la relaxation. Par ailleurs, et c'est ce qui distingue fondamentalement une entreprise d'un espace de coworking, un espace de coworking regroupe des individus qui sont soit des travailleurs indépendants, des entrepreneurs ou des salariés, alors qu'une entreprise ne réunit en son sein que des salariés. En bref, des individus qui ne travaillent pas pour le même employeur. À cela s'ajoute le partage de connaissances et d'expériences dont les modalités pratiques ne sont pas toujours simples à définir. Les motivations conduisant des individus à opter pour le coworking ne sont pas forcément liées au partage et au caractère à priori convivial des espaces de coworking, mais à la volonté de réduire les coûts opérationnels (loyer, électricité, internet...) ou de transaction (proximité physique avec les clients) (Capdevila, 2015). Certes dans certains espaces de coworking, des animations sont organisées pour aider les coworkers à partager leur expérience et à mutualiser leurs connaissances ou encore à développer leurs compétences sur le plan commercial. Des séances de formation peuvent également être proposées afin de sensibiliser les coworkers à des sujets en lien avec la réalisation de leur projet. Ce qui tend, dans ces conditions, à rapprocher l'espace de coworking d'un incubateur. Mais, ce n'est pas leur fonction principale, laquelle réside fondamentalement dans le partage de connaissances et d'expérience.

- 14 Le coworking n’existe pas en tant que tel, mais par sa pluralité, à travers les formes très variées d’organisation du travail qu’il revêt. Fabbri (2017) distingue trois types d’espaces de coworking (fermés, sectoriels et ciblés) en fonction du type d’utilisateurs visé :
- Les espaces de coworking fermés sont réservés à une population particulière. Il s’agit en règle générale des espaces académiques ou d’entreprises.
 - Les espaces sectoriels sont par nature spécialisés dans un domaine d’activité ou un secteur donné, mais sont ouverts à une diversité de profil.
 - Enfin, les espaces ciblés s’adressent à un type particulier de coworkers et se positionnent sur un domaine transversal.
- 15 Les espaces ciblés et fermés font l’objet d’une sélection des membres à l’entrée, contrairement aux espaces sectoriels. Par ailleurs, les espaces de coworking peuvent offrir différents types de services et d’infrastructures (Fabbri, Charue-Duboc, 2016) : accès wifi, présence d’une cuisine, d’une cafétéria, d’une salle de relaxation, d’accès à des formations spécialisées, à des salles de réunion, à l’organisation d’événements ouverts aux non-membres... De manière à rendre l’espace de travail convivial et ouvert sur les autres, les photographies des coworkers sont généralement affichées dans le hall d’entrée. Un animateur se charge généralement de l’accueil des coworkers et organise la vie sociale de l’espace de travail, laquelle ne peut par conséquent être réduite à la simple addition de ses différents occupants. La combinaison de ces différents éléments est fortement influencée par le contexte territorial. Un espace de coworking est par nature encasté dans un territoire donné dont il tire ses ressources, en vertu desquelles il est censé apporter des réponses au territoire en question et aux individus qui y résident (création d’activité, emploi, innovation). Un espace de coworking situé dans une petite ville dont l’économie repose (ou reposait) sur la mono-industrie très capitaliste est-il comparable à un espace de coworking situé dans une grande ville disposant d’une économie diversifiée ?
- 16 Une grande ville exerce d’emblée par sa nature créative, grâce à la diversité de ses ressources humaines, matérielles et économiques (Florida, 2014), un fort pouvoir d’attractivité sur des populations diplômées et d’entreprises de hautes technologies, en vertu des trois « T » (technologie, talent et tolérance). Ce qui n’est pas forcément le cas pour une petite ville, qui sont généralement cantonnées à des tâches d’exécution, non créatives (Santamaria, 2000) où les autorités locales cherchent par différents moyens de renforcer l’attractivité de leur ville, grâce au développement d’infrastructures, d’allègements fiscaux ou en organisant un espace de vie agréable (espaces verts, activités culturelles, infrastructures/mobilité, etc.) en créant ainsi de véritables « écosystèmes entrepreneuriaux » (Boutillier *et al.*, 2015). Dans ce cas, la création d’un espace de coworking est généralement le produit d’une décision de politique publique pour renforcer l’attractivité territoriale (cela peut être le cas notamment dans des communes rurales excentrées des grands centres urbains ou des communes dont la prospérité a été basée pendant plusieurs décennies sur une monoactivité, aujourd’hui en déclin²), contrairement à une grande ville où la création d’un espace de coworking est le résultat de l’initiative d’un entrepreneur ou d’un petit groupe d’associés.
- 17 Le coworking est un fait pluriel, en fonction des différents types de coworkers qu’il accueille et des modalités de recrutement sur lesquelles il repose (fermé, ouvert ou ciblé). Mais, ces éléments de contingence ne peuvent être appréhendés sans prendre en compte les caractéristiques du territoire dans lequel ils sont insérés. Liefoghe (2018) le montre clairement en étudiant la création d’espaces de coworking dans le nord de la France, dans

des territoires très variés sur les plans économique, social et politique. D'abord phénomène urbain (et surtout de grandes villes), le coworking se développe dans des territoires ruraux et industriels, faiblement dotés sur le plan factoriel. L'exemple du territoire dunkerquois participe à cette réflexion.

1.2 Le coworking, une nouvelle combinaison de modes passés, présents et futurs de l'organisation du travail

- 18 Depuis le début de la décennie 2000, le coworking est devenu un véritable phénomène de société appréhendé comme une révolution du travail, comparable à ce que furent le taylorisme et le fordisme un siècle plus tôt. Tout comme l'organisation scientifique du travail et la chaîne de montage avaient été le résultat du progrès technique en matière de machinisme industriel (Coriat, 1979), le coworking tire profit du progrès technique avec le développement des technologies numériques. Le bureau ou l'atelier ne sont plus attachés à un lieu précis, mais sont devenus nomades, via le « travail non subordonné » (Grégoire, 2018). Cette situation est le résultat d'une évolution qui a commencé au cours des années 1980, alors que le travail fordiste entre en crise et que l'entreprise intégrée (Galbraith, 1968 ; Chandler, 1979) se transforme en une firme réseau privilégiant les relations de type contractuel, favorisant le développement de la sous-traitance internationale (Klein, 1999). Dans un contexte économique international marqué par l'intensification de la concurrence, les grandes entreprises tendent à privilégier la flexibilité, contribuant grandement à la dégradation des conditions de travail et un déplacement des centres de décision vers les exécutants (Dupuy, 2003 ; Le Goff, 2003 ; Linhart, 2015). Mais, est-ce que cela signifie pour autant davantage d'autonomie dans le travail ? La question reste ouverte. Depuis les débuts du fordisme, la société a considérablement changé (développement de la consommation et des loisirs, de la production industrielle et du salariat, élévation du niveau d'études, etc.), l'entreprise est partie prenante des évolutions sociétales, elle se transforme inévitablement au cours du temps (Drancourt, 2002) et avec elle les techniques de management. Ainsi, les revendications individualistes en matière d'autonomie qui se sont exprimées à la fin des années 1960, ont-elles été largement comprises et intégrées dans les techniques de management depuis les années 1990 en mettant l'accent sur la reconnaissance de l'individu et sa capacité à créer et à prendre des initiatives (Boltanski, Chiapello, 1999). Ce qui cependant a généré des effets pervers que nous avons brièvement rappelés.
- 19 L'organisation du travail a donc eu tendance depuis les années 1980 à se décentraliser. Outre le schéma décrit ci-dessus, deux autres phénomènes notables doivent être mis en évidence. Il s'agit d'une part de la création des incubateurs et des espaces d'accompagnement à la création d'entreprise, d'autre part beaucoup plus récemment des espaces de coworking, des fab labs et des makerspaces. La première tendance est la contrepartie de la montée du chômage et de la volonté des gouvernements de favoriser la création d'entreprise. La majeure partie des pays, développés ou en développement, ont ainsi élaboré des politiques publiques visant à appuyer l'entrepreneuriat pour faciliter la transition entre le salariat et l'entrepreneuriat, et inversement. Cela s'est traduit dans de nombreux pays par des évolutions statutaires importantes, en particulier avec la création du statut d'autoentrepreneur ou de micro-entrepreneur (Darbus, 2008). Il s'agit soit de créer son propre emploi ou de percevoir un complément de revenu avec un emploi salarié peu rémunéré. L'autre évolution est beaucoup plus récente, puisqu'elle se manifeste au

début du 21^e siècle. Il s’agit de la création d’espaces de travail alternatifs (Anderson, 2017) qui offrent la possibilité grâce aux nouveaux outils numériques de produire une grande variété d’objets, y compris des prototypes, avec une économie majeure de coûts, à la fois en termes de matières premières, mais également à un partage des connaissances et savoir-faire. Dans les espaces de coworking, idéalement définis, se trouvent combinés ces deux aspects : d’une part l’entrepreneuriat et l’initiative individuelle, sous une forme d’autonomie dans le travail au regard du rapport de subordination qui caractérise le salariat, d’autre part la mutualisation des connaissances et des expériences, laquelle favorise la créativité individuelle et collective.

- 20 Aussi, si le coworking est bien une innovation organisationnelle, comme toute forme d’innovation, elle ne naît pas ex nihilo. Elle est le résultat d’une combinaison de formes passées d’organisation du travail, grâce d’une part aux récentes technologies numériques, permettant le travail à distance, d’autre part par un chômage élevé, doublé par la précarité de l’emploi, via la réorganisation des entreprises privilégiant une organisation en réseau, plutôt qu’une organisation intégrée (Géniaux, Mira-Bonnardel, 2003). Cette double causalité se manifeste ainsi en termes d’organisation du travail à l’intérieur de l’entreprise et dans l’ensemble de l’économie. Cette évolution se manifeste d’une part par la multiplication des espaces de production et de travail, d’autre part par une variété croissante en termes de statut juridique de ces espaces, qu’il s’agisse d’entreprises, d’incubateurs, de fab labs ou d’espaces de coworking, comme s’il s’agissait de définir, grâce à ces formes variées, une forme organisationnelle adéquate en cette période de forte incertitude, bien qu’à l’heure actuelle dans les pays développés le salariat reste la forme dominante de l’emploi. Mais, ce schéma évolutionniste, ici grossièrement défini, doit être relativisé, en fonction des territoires où ces formes organisationnelles se développent. Les raisons de la création d’un espace de coworking dans un territoire riche sur les plans économique, humain et technologique, sont-elles comparables à celles d’un territoire dont le développement a reposé pendant plusieurs décennies sur la mono-industrie et un salariat peu qualifié ?

3. Méthodologie et étude de cas : un espace de coworking dans une agglomération industrielle en reconversion

- 21 Dans le cadre de l’enquête réalisée dans le centre de coworking de Dunkerque, la réalité du coworking est bien différente au regard de l’utopie socio-économique du coworking (Liefoghe, 2018). C’est pour cette raison que nous nous sommes efforcés dans un premier temps de décrire les caractéristiques de ce territoire à partir de travaux de recherche antérieurs. L’étude de cet encastrement économique, social, politique et culturel est fondamentale pour comprendre les particularités de cet espace de coworking au regard de ce que l’on peut observer dans d’autres territoires, en premier lieu les territoires où le coworking a vu le jour aux États-Unis ou en Europe, soit dans des centres urbanisés dotés d’une population diversifiée et diplômée de l’enseignement supérieur. La place encore importante de l’emploi salarié et ouvrier, dont le corolaire est la présence de grandes entreprises industrielles, constitue un des éléments de contingence majeurs de ce territoire. Une enquête qualitative a été menée dans l’espace de coworking, créé en 2014 à Dunkerque, auprès de ses fondateurs et de 17 coworkers, dont nous allons restituer le parcours professionnel et les raisons qui les ont conduits à venir y travailler.

3.1 Le territoire dunkerquois : une longue trajectoire techno-industrielle

- 22 Le territoire dunkerquois est marqué par des caractéristiques spécifiques. L’économie de Dunkerque s’est construite depuis les années 1960 sur la grande industrie lourde (sidérurgie et métallurgie), les chantiers navals (depuis le 19^e siècle) et sur l’emploi salarié ouvrier (Oddone, 2013). Pour faire face à la crise de la sidérurgie, les responsables publics locaux ont d’une part cherché à consolider les trajectoires industrielle et salariale en attirant des entreprises industrielles (en premier lieu dans la chimie), d’autre part à stimuler l’initiative individuelle en développement des moyens d’accompagnement à la création d’entreprise. La création de l’espace de coworking se situe dans cette seconde orientation. Cependant, dans un contexte socio-économique difficile, l’espace de coworking est à l’image de cette situation, et ne semble pas être en position de faire bifurquer la trajectoire techno-industrielle dunkerquoise du mode industriel et salarié vers un mode entrepreneurial. Mais, nous manquons très certainement de recul pour apprécier à sa juste valeur les changements que la création d’un tel espace apporte à ce territoire. Notre objectif est de contribuer aux recherches menées depuis plusieurs années sur le coworking, pour montrer qu’il ne peut être étudié indépendamment du territoire dans lequel il est inséré, pour mettre en évidence l’hétérogénéité du coworking, au regard du territoire dans lequel il est inséré.
- 23 L’agglomération dunkerquoise est un territoire industrialo-portuaire dont les débuts remontent aux années 1960 pendant la période de la reconstruction (Laperche et al, 2011 ; Boutillier, *et al.*, 2014 ; Boutillier, Ross, 2018 ; Boutillier, Uzunidis, 1998 ; Vigarié, 1979). L’économie dunkerquoise a ainsi été pendant plusieurs décennies encastrée dans une trajectoire techno-industrielle (Nelson, Winter, 1982) qui s’est construit sur l’industrie lourde (principalement basée sur des investissements publics) et qui a attiré une importante population ouvrière (largement issue des anciennes colonies françaises), laquelle a largement contribué à transformer l’organisation de l’espace urbain. Des territoires vivant d’activités agricoles (comme la petite ville de Grande-Synthe, située à proximité du complexe sidérurgique)³ se sont convertis en cités dortoirs pour loger les nouveaux arrivants. L’objectif des autorités publiques était, dans le cadre des plans de la reconstruction, de réduire la concentration des activités économiques dans la métropole parisienne (Gravier, 1947) en créant les « pôles de croissance », capables de réorienter les flux économiques (Perroux, 1955), en générant des économies d’échelle, tout en tirant profit de la position géographique de l’agglomération. Il s’agissait également de restructurer l’industrie pour faire face à la concurrence internationale de plus en plus forte et de mieux insérer l’industrie française dans la division internationale du travail. Trois périodes ont marqué l’évolution du territoire dunkerquois depuis le milieu du 20^e siècle : 1) la phase d’industrialisation lourde, 2) la reconversion fondée sur la diversification des investissements industriels et 3) le développement de l’entrepreneuriat, sans renoncer à la grande industrie.

3.1.1 La phase d’industrialisation lourde

- 24 L’industrialisation lourde débute à Dunkerque dans les années 1960 (Boutillier, Uzunidis, 1998 ; Coppin et al, 2000 ; Laperche *et al.*, 2011), suite à la décision de l’État dans le cadre des cinquième et sixième plans (respectivement 1966-1970 et 1971-1975).

L'industrialisation de Dunkerque s'inscrit ainsi dans la stratégie de restructuration de l'industrie (lourde) qui repose sur l'installation d'industries sidérurgiques au bord de l'eau. Dunkerque peut ainsi importer des matières premières des anciens territoires coloniaux français, moins onéreuses que le charbon et le fer extraits des mines du Nord/Pas de Calais et de Lorraine.

- 25 Le complexe industriel dunkerquois se construit d'abord autour d'Usinor (Freyssenet, 2007). La décision d'implantation est prise en 1956, la production débute en 1962. Le complexe sidérurgique est construit sur les dunes et nécessite d'importants travaux de drainage qui transforment radicalement l'environnement naturel. À partir d'Usinor se constitue un pôle sidérurgique et métallurgique en liaison avec les chantiers navals implantés à Dunkerque depuis 1898⁴ avec Usinor (devenu Arcelor, puis Arcelor-Mittal), Vallourec (devenu Europripe) et Creusot Loire (Vadunes et Ascométal). Les sociétés de raffinage British Petroleum-Elf et Total-Compagnie française de raffinage partagent un nombre d'équipements productifs et le même réseau d'oléoducs. Elles fournissent l'énergie nécessaire (via la centrale nucléaire) et les hydrocarbures dont ont besoin les grandes entreprises. Autour de ces grandes entreprises gravitent des PME spécialisées dans les activités portuaires et métallurgiques dont la grande majorité est sous-traitantes du complexe sidérurgique.

3.1.2 La reconversion fondée sur la diversification des investissements

- 26 À partir des années 1970 (Boutillier *et al.*, 2015), la phase de la reconstruction s'achève, les besoins en acier baissent, la sidérurgie entre en crise en raison de surcapacités de production, qui n'avaient pas été anticipées par les décideurs publics. Dans les années 1980, la politique industrielle et d'aménagement du territoire évolue avec le lancement par l'État en 1984 des pôles de reconversion en réponse aux conflits sociaux qui se multiplient (Freyssenet, 2007). Dunkerque est l'un des 15 pôles créés. La relance de l'activité économique va largement s'appuyer sur des investissements privés, en grande partie étrangers. L'État se retire en tant qu'investisseur (Battiau, 1989 ; Ziel, 1998). L'agence Dunkerque Promotion est créée au début des années 1990 pour attirer des investisseurs étrangers (la vocation industrielle du territoire n'étant pas remise en cause par les autorités locales, mais au contraire renforcée), pour renforcer l'attractivité du territoire, et assurer la création d'emplois salariés, principalement salariés et ouvriers.
- 27 Entre 1970 et 1988, le nombre d'entreprises étrangères passe de 4 à 17. Coca-cola s'installe en 1989 (Battiau, 1989). Mais, il augmente pendant les années 1990 : 70 établissements étrangers en 1997, dont 49 dans l'industrie et 21 dans le tertiaire. En 2009-2010, les établissements étrangers implantés à Dunkerque regroupaient 13 000 emplois, positionnant Dunkerque comme le deuxième site du Nord-Pas de Calais en matière de capitaux étrangers après Lille (Laperche *et al.*, 2011). Depuis cette période, la situation s'est cependant fortement dégradée, nombre d'investisseurs étrangers se sont retirés. La stratégie de diversification n'a pas abouti, malgré l'ouverture de l'université du littoral pour renouveler les compétences et les qualifications de la main-d'œuvre, mais ses effectifs stagnent. L'agglomération a notamment été touchée par la fermeture en 2010 du site de Total⁵. L'économie dunkerquoise reste concentrée sur l'industrie lourde et l'énergie. À l'heure actuelle, Dunkerque regroupe 13 sites classés SEVESO, soit le plus important site français. Un quatorzième site a été ouvert en 2017 : un terminal méthanier. Mais, en 2018, Total et EDF, principaux actionnaires du terminal, ont annoncé qu'ils

allaient vendre leurs parts, qui devraient être partiellement rachetées par la société belge Fluxys⁶.

- 28 Dunkerque reste cependant le premier pôle énergétique européen composé de la centrale nucléaire et du terminal méthanier qui voit transiter depuis la Norvège l’équivalent du tiers de la consommation française en gaz naturel, la plus importante unité de production de gaz industriels, une activité de raffinerie, la réception du Port de Dunkerque de plus de 6 millions de tonnes de charbon par an. Dunkerque a été ainsi homologué en tant que « pôle régional d’excellence-Energie 2020 » créé en 2011, dont l’ambition affichée est de favoriser la transition énergétique. Mais, Dunkerque fait partie des territoires qui en France perdent le plus d’emplois⁷.
- 29 Les autorités publiques locales ont aussi cherché à améliorer le cadre de vie de la population, pour faire disparaître les nombreuses friches industrielles. Ce grand projet, « Opération Neptune », financé pour partie par des fonds européens, repose sur la valorisation des friches industrielles pour reconstruire le centre-ville et pour que la ville s’ouvre sur la mer. Le site des anciens chantiers navals, les Chantiers de France, a été transformé en un immense espace culturel, le Fonds Régional d’Art contemporain, ouvert en 2013, qui a aussi pour vocation d’accroître les flux touristiques. Mais, selon la presse locale, la fréquentation du site n’est pas à la hauteur des prévisions⁸. L’Agence d’urbanisme de Dunkerque souligne la nécessité de construire une « ville à vivre » (Boissonnade, 2011), d’où la construction d’un écoquartier et par la rénovation du centre-ville. Depuis septembre 2018, les transports publics urbains gratuits participent largement à cette transformation.

3.1.3 Construire un cadre propice au développement de l’entrepreneuriat

- 30 Pour faire face au déclin de l’emploi salarié et à la montée du chômage, les responsables publics locaux cherchent aussi à favoriser la création d’entreprise. Historiquement, le Nord-Pas de Calais se classe parmi les territoires français les moins dynamiques en matière de création d’entreprise, très certainement en raison du poids important de la grande industrie dans cette région, qui joua dès le 19^e siècle un rôle pionnier en matière d’industrialisation (Cabantous, 1983). Depuis le début du 21^e siècle, un cadre institutionnel visant à promouvoir la création d’entreprise (Cour des comptes, 2012) a été construit. Le programme de soutien à la création d’entreprise dans le Nord-Pas de Calais a été lancé en 2001 grâce à l’action combinée de l’État, du Conseil régional, des conseils généraux du Nord et du Pas de Calais, de la Caisse des dépôts avec l’appui de l’APCE⁹, qui créent le PRCTE¹⁰ 1 (2000-2009). L’objectif affiché est de passer de 10 000 à 15 000 créations d’entreprises par an dans la région. Ces objectifs ont été élargis dans le cadre du PRCTE 2 (2010-2013). En 2012, la région du Nord – Pas de Calais a été labélisée « Région européenne entreprenante », avec la Stratégie régionale d’initiatives et entrepreneuriat¹¹ pour créer les conditions d’un changement culturel dans la région selon les promoteurs du projet.
- 31 Au niveau de l’agglomération dunkerquoise, un ensemble de mesures a été prises pour faciliter la création d’entreprise qui repose sur deux principes : le financement des structures d’aide à la création d’entreprise et le développement de l’entrepreneuriat proprement dit. L’ensemble des structures d’accompagnement (Flandre initiative, Flandre création, Entreprendre ensemble...) ont été en 2018 regroupées dans un même bâtiment, situé à proximité des gares ferroviaire et routière, sous le nom symbolique pour un

territoire industriel de : « La turbine »¹². Au total, 22 structures d’aide à la création d’entreprise sont réunies dans La Turbine¹³.

- 32 Cependant, en dépit de ces mesures, l’agglomération dunkerquoise reste un territoire en crise, plusieurs facteurs l’attestent : déclin démographique d’environ 800 habitants par an depuis 2000¹⁴. Selon l’INSEE (2013), Dunkerque est la seule ville sur un littoral français qui n’est ni attractive sur le plan économique, ni sur le plan résidentiel. Le taux de chômage est de 20 %. Le taux de pauvreté de 30 % et 93,3 % de la population active est salarié. Les ouvriers représentent plus de 23 % de la population active, les cadres environ 13 %, contre respectivement 10 % et 17 % au niveau national. 35 % de la population dunkerquoise n’est pas diplômée ou titulaire du brevet du collègue, et environ 20 % sont titulaires d’un diplôme de l’enseignement supérieur, contre environ 17 % et 48,5 % respectivement au niveau national (Gamblin, Vilain, 2017). Dunkerque est en 2018 classé au 85^e rang sur 100 premières villes françaises les plus peuplées « où il fait bon entreprendre » par *L’express* (Falga, 2018). Cet indicateur s’appuie sur l’offre de formations universitaires, le dynamisme du marché du travail, les créations d’entreprises, un secteur du bâtiment et de la construction actif et l’accueil élevé d’entreprises de haute technologie.

3.2 Méthodologie d’enquête

- 33 Entre mars et juin 2017, nous avons mené une enquête qualitative exploratoire¹⁵ dans l’espace de coworking de Dunkerque dans le cadre du programme « Tiers lieux et nouveaux modes d’innovation » INTIMIDE, mené par l’université de Rennes 2. 16 entretiens ont été réalisés avec des coworkers (10 hommes et 6 femmes) et un entretien avec l’animatrice de l’association créé au sein de l’espace de coworking, qui est une ancienne coworkeuse. Il s’agissait à la fois de connaître le parcours et les motivations du fondateur de l’espace de coworking (par goût d’entreprendre, pour innover, pour contribuer au développement du territoire dunkerquois, pour créer son emploi...), des coworkers (par goût d’entreprendre, pour créer leur emploi) et l’animatrice (pour intérêt pour le coworking, ou simplement pour avoir un emploi). Les coworkers qui ont été interviewés sont parmi ceux qui fréquentent le plus fréquemment l’espace de coworking. Ils ne constituent pas à proprement parler un échantillon représentatif de l’ensemble des coworkers. Mais, ils forment l’ensemble de la population qui est quasiment présente en permanence dans l’espace de coworking, au moins deux jours par semaine.
- 34 Le questionnaire, qui a été adapté selon le type d’acteur, visait à identifier le parcours des personnes interrogées (origine sociale et géographique, études, activité professionnelle, motivations et projet professionnel), pour le fondateur les raisons qui l’ont conduit à créer cet espace de coworking, pour les coworkers les raisons de leur installation et pour l’animatrice, les raisons pour lesquelles elle a opté pour cet emploi. La durée des entretiens variait de 30 minutes à une 1 heure 30 selon la disponibilité des personnes interrogées. Le questionnaire a été construit à partir de la méthode des narrations quantifiées (Grossetti, 2011 ; Grossetti, Barthe, 2008) laquelle repose sur la théorie de l’encastrement social de Granovetter (1985) dont l’objectif est d’étudier une population non en fonction de critères statiques (âge, études...), mais dynamiques s’agissant d’étudier les individus ayant changé de parcours de vie. Ce qui est le cas dans le cadre de notre travail d’investigation puisque qu’il s’agit du fondateur ou des coworkers interrogés, tous ont en commun d’avoir changé leur parcours de vie en intégrant l’espace de coworking.

- 35 Après la transcription des entretiens, le texte narratif a été envoyé à l'interviewé pour relecture et validation. La population interviewée regroupe des profils très variés (salarié, autoentrepreneur et entrepreneur) comme en attestent les résultats présentés ci-dessous.

4. Résultats : un espace de coworking, réinventer le travail ?

4.1 Un espace de travail convivial et accueillant dans une usine réhabilitée

- 36 Dans un contexte local globalement peu favorable à l'entrepreneuriat, la création d'un espace de coworking en 2014 (sous la forme d'une société anonyme à responsabilité limitée, SARL) constitue une évolution majeure, d'autant plus qu'il a été créé par un couple de trentenaires et n'est pas directement le produit d'une décision publique. Il a été en effet principalement financé grâce à un apport des créateurs (sans que nous ayons de précision sur le montant), 10 000 euros rassemblés grâce au crowdfunding et des subventions publiques de la ville, et grâce à un accompagnement par Flandre Création. Le fondateur souligne que :
- 37 « Je dirais qu'il a eu un réel soutien technique et moral de l'agglomération et de la ville. C'est une contribution importante ».
- 38 Les deux fondateurs sont titulaires d'un master de gestion obtenu grâce à un parcours universitaire passant par Dunkerque, Lille et Paris. L'un est originaire de Dunkerque (mais a passé une partie de sa jeunesse à Nantes), l'autre est hollandaise. Ils ont tous deux une expérience professionnelle dans le domaine de l'humanitaire (six ans d'expérience dans l'humanitaire dans des pays en développement, notamment dans le domaine de handicap). Lors de l'entretien, le fondateur a souligné qu'il n'avait jamais exercé une activité salariée. Lassés d'être télétravailleurs à leur domicile, ils ont décidé de créer cet espace de coworking mû par l'idée d'œuvrer pour le développement du territoire dunkerquois et pour avoir un contact plus immédiat avec une communauté de travail. Le cofondateur interviewé explique :
- 39 « C'était beaucoup de travail à distance, puis la concentration sur les projets. Je partais deux à trois semaines en conseil, au Sénégal, au Kenya, etc. une fois de retour, c'était beaucoup de travail isolé, et c'est cela qui ne m'a pas plu ».
- 40 Il ajoute :
- 41 « La relation humaine est le plus motivant, le fait de rencontrer des gens ».
- 42 L'espace de coworking, qui est à l'heure actuelle, l'unique de la ville (bien que d'autres soient en projet, notamment dans le cadre de La turbine), est situé dans un quartier ouvrier de la ville qui a été récemment rénové, à proximité des gares ferroviaire et routière et de nœuds de communication importants vers Lille (à 60 kilomètres) et la Belgique (à 15 kilomètres). Il est localisé dans un ancien bâtiment industriel datant du 19^e siècle de fabrication de toiles, ficelles et de bâches, liée au transport maritime de marchandises. Créée en 1865, l'entreprise a fermé en 1972, le site a été occupé par un concessionnaire automobile, puis par un magasin de meubles, jusque la fin des années 1990. Le bâtiment a été racheté par la ville en 2008 en raison de son aspect caractéristique (bâtiment en briques doté d'une grande cheminée). Cependant pendant plusieurs années,

le bâtiment resta inoccupé, la municipalité lui cherchant une fonction. En 2014, la décision fut prise de le transformer en un espace de coworking. Il est à l'heure actuelle un lieu très accueillant doté de belles salles lumineuses qu'il s'agisse de bureaux individuels ou de salles de travail en open space. Quatre types de salles d'une capacité de 3, 15, 25 et 120 personnes peuvent être louées à l'heure, à la demi-journée ou à la journée à des individus ou des entreprises (quelle que soit leur taille). Elles sont fréquemment louées pour des réunions de travail par des grandes entreprises locales. Pour les coworkers, le tarif des prestations d'un espace de travail à un bureau privatif varie de 6,25 euros hors taxe pour une demi-journée à 350 euros par mois. Le tarif varie aussi en fonction du type de prestation : domiciliation et parking. Les coworkers ont tous accès au wifi, inclus dans le prix du loyer. Selon le fondateur, un espace de coworking est :

- 43 « Une communauté de personnes animée par un esprit de partage qui favorise une collaboration, la genèse de projets et d'idées de créativité ».
- 44 L'espace de coworking est équipé d'une cafétéria qui offre des produits biologiques de « La ruche qui dit oui » de Dunkerque (une centrale d'achats de produits agricoles avec des producteurs locaux), d'une crèche qui a une capacité d'accueil de 10 enfants, d'espaces de relaxation et des salles communes de réunion. Une association, qui emploie une salariée, a été créée au sein de l'espace de coworking pour promouvoir l'initiative entrepreneuriale, en organisant principalement des manifestations pour attirer des non-membres ayant un projet de création d'entreprise. Un incubateur pour accueillir des projets de start-ups a également été créé. Depuis septembre 2017, un nouveau bâtiment avec des bureaux, un drone park et un fab lab ont été ouverts (Dauvergne, 2016). Le drone park a été créé par l'un des coworkers et propose des activités de loisirs. En revanche, le fab lab a pour vocation à aider les coworkers dans la réalisation de leur projet. Au total, selon le fondateur, le centre de coworking a créé 12 emplois salariés directs (crèche, cafétéria, nettoyage, etc.). Deux autres centres ont été créés à Rouen et à Nantes, qui témoignent de la volonté d'entreprendre des fondateurs, Rouen et le Havre ont en commun avec Dunkerque d'être des ports industriels, confrontés également à des problèmes de reconversion industrielle.
- 45 Au regard de la typologie de Fabbri (2017), l'espace de coworking de Dunkerque n'est ni spécialisé ni fermé ni ciblé : il accepte tous les candidats qui se présentent. Il n'est pas fait mention de critère de profils professionnels ou d'activités. Si l'espace s'affiche comme étant spécialisé dans l'économie sociale et solidaire, il s'agit d'être en accord avec ses principaux bailleurs de fonds, les autorités publiques locales. Mais, filtrer les coworkers potentiels aurait très certainement pour conséquence de réduire drastiquement le nombre locataires, dans un territoire qui peine à se reconvertir.

4.2 Des trajectoires individuelles très variées

- 46 Sur le plan statutaire, la population interviewée est très variée : une salariée employée par une association humanitaire d'aide aux réfugiés, une salariée employée par un pôle de compétitivité en logistique, deux salariées d'entreprise (l'une en tant que salariés nomades, l'autre en tant que salariée d'une entreprise créée dans le centre de coworking), cinq autoentrepreneurs et sept entrepreneurs de statut professionnel variés (travailleur indépendant, SARL, etc.). La fourchette d'âge est relativement large : de 25 à 55 ans. Tous les coworkers sont diplômés, au minimum de Baccalauréat, jusqu'au Master. L'un d'entre eux est également en train de préparer une thèse en économie à l'université du Littoral.

Ce qui doit être souligné, compte tenu du niveau d'étude relativement faible dans l'agglomération dunkerquoise. La plupart sont dunkerquois ou des villes limitrophes. Une coworkeuse qui pendant quelques années a travaillé dans une autre région explique :

- 47 « Étant de la région du Nord, j'ai voulu me rapprocher de ma famille... »
- 48 Mais l'on compte aussi trois étrangers, principalement issus des pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, qui sont restés dans la région du Nord-Pas-de-Calais après y avoir effectué leurs études supérieures, considérant qu'ils devaient exploiter les opportunités d'emploi qui pouvaient se présenter en Europe. L'un d'entre eux explique :
- 49 « C'est mes études qui m'ont fait venir dans le Nord, mon immigration m'a formé, et par bonheur j'ai rencontré ma femme. De plus, pour moi honnêtement, je peux dire que Dunkerque est la ville jumelle de ma ville natale. Topographiquement parlant elle ressemble à ma ville natale, on a les dunes, le sable fin, on a le port et on a l'industrie et Dunkerque vraiment si on voit de haut c'est un petit peu cela. C'est ce petit rappel nostalgique qui me fait penser à ma ville et me motive de rester ici. »
- 50 Un autre ajoute :
- 51 « Je suis vraiment venu ici avec l'objectif d'intégrer le milieu dunkerquois. N'étant pas d'ici, mon idée était de rejoindre un groupe d'entrepreneurs, et une dynamique naissante et créatrice. L'espace de coworking s'est aussi imposé parce que c'est le seul, et j'aime bien l'idée du neuf, de quelque chose qui démarre où on peut faire partie de la famille et c'est très intéressant ».
- 52 Le tableau 1 regroupe l'ensemble des informations relatives aux coworkers pour souligner la grande hétérogénéité de leurs parcours. Les activités développées par les coworkers sont ne sont pas innovantes dans la majorité des cas. Mais, pour nombre des coworkers, c'est ainsi qu'ils ont créé leur emploi. C'est en ce sens un bon résultat, mais ces entreprises sont trop récentes pour faire des pronostics sur leur pérennité. Parmi les réponses le plus fréquemment données pour justifier leur présence dans l'espace de coworking, la volonté d'indépendance et de créer son emploi a été mise en avant. Tous, salarié, autoentrepreneur ou entrepreneur, ont souligné qu'ils souhaitaient rompre l'isolement et ne plus travailler à leur domicile, mais surtout séparer l'espace de travail de l'espace domestique et être en mesure d'échanger des idées avec d'autres coworkers. Le sentiment de former une communauté est par conséquent important, du moins pour les coworkers interrogés, ceux qui fréquentent avec régularité l'espace de coworking. Nombreux sont ceux qui soulignent vouloir rompre l'isolement en travaillant à domicile. Une coworkeuse explique :
- 53 « Je ne voulais pas travailler depuis mon domicile, seule ... »
- 54 Un autre ajoute :
- 55 « Quand on travaille chez soi, on a tendance à tourner à rond, on a besoin un peu des gens, de sortir un peu de s'aérer et dans ce sens Work & co est un bel endroit. On est à la disposition des uns et des autres, et c'est convivial. »
- 56 Un coworker explique qu'en s'installant dans l'espace de coworking, cela a été pour lui une opportunité pour trouver une nouvelle clientèle :
- 57 « Je me suis dit quand on se remet à son compte, il faut aller démarcher les clients ».
- 58 La souplesse du mode de location des espaces de travail est aussi très appréciée :

- 59 « Il n'y a pas de contrat annuel sur longue durée, on peut s'en aller dès qu'on le souhaite, après il faut faire un préavis d'un mois ».
- 60 Mais, l'espace de coworking apporte des services, qui sont appréciés :
- 61 « Les services que le coworking propose sont pour moi des éléments importants. Ils ont un souci de rentabilité certes, mais je vois plus les services comme les atouts ».
- 62 Sur l'ensemble des coworkers interrogés, quatre sont présents depuis l'ouverture de l'espace de coworking, et hormis la salariée de l'association humanitaire (en raison de la fin de son contrat), aucun n'envisage de partir à court ou moyen terme. Tous soulignent qu'ils ont trouvé un espace de travail convivial qui leur convient. Ils se retrouvent régulièrement à la cafétéria, participent aux opérations communes, discutent fréquemment de leurs activités et échangent à cette occasion des idées et des conseils de façon informelle. Tous ont aussi souligné qu'ils formaient une communauté et qu'ils cherchaient à échanger des expériences, connaissances et idées.
- 63 Un coworker explique :
- 64 « Il y a aussi l'enrichissement personnel qui est très fort ».
- 65 Les motivations d'ordre économique ont été peu évoquées, comme le loyer modéré (qui n'a jamais été évoqué, sans doute parce que cela allait de soi) ou comme la recherche de marchés qui a été mise en avant par deux coworkers autoentrepreneurs. Tous ont créé leur entreprise avec leur épargne propre. La majeure partie des projets restent de faible envergure sur le plan financier qui ne nécessite pas de recourir au crédit, du moins pour le moment.

Tableau 1. Des coworkers aux parcours variés et contrariés

Statut professionnel	Études	Activité au sein de l'espace de coworking	Parcours professionnel antérieur
Un salarié d'une association humanitaire	Master en humanitaire	Aide aux réfugiés	Premier emploi après diplôme
Deux salariées pour une entreprise	Master en conception de projets	Salariée d'une entreprise d'événementiels créée dans l'espace de coworking	Premier emploi après diplôme
	Master de droit social	Salariée d'un groupe en tant qu'assistance en ressources humaines	Salariée dans la même entreprise
Une salariée d'un pôle de compétitivité	Diplômée de l'Institut de sciences politiques	Accompagnement de projets innovants en transport et logistique	Salariée par le même pôle de compétitivité depuis sa création
Six auto-entrepreneurs	Diplômé d'une École d'Art	Service de livraison à domicile pour des particuliers	A créé à la fin de ses études une entreprise qui a fait faillite
	Master en développement informatique	Développeur sur Web	Période de chômage et d'emplois précaires
	Master design industriel	Développement de systèmes numériques pour les entreprises	
	Diplôme d'études supérieures comptables et financières	Comptabilité, aide aux entreprises (fiscalité)	
Sept entrepreneurs	Licence d'histoire et licence en informatique	Entreprises de services aux particuliers et aux entreprises	
	Licence d'économie & gestion	Cabinet d'assurance	Premier emploi après diplôme
	Master Entrepreneurat	Entreprise d'import/export de bois avec le Cameroun	A créé une entreprise d'import-export au Cameroun. Entreprise en sommeil dans l'espace de coworking pour terminer sa thèse de doctorat en économie
	Baccalauréat	Drones park	A occupé plusieurs types d'emploi, y compris comme éducateur, grande variété d'emplois dans le secteur privé
	Licence éducateur sportif	Contrôle de la qualité pour un groupe de produits laitiers	A repris l'entreprise de son employeur dans laquelle il avait fait son stage de fin d'études
	Ingénieur en génie mécanique	Conception et réalisation d'ouvrages d'art	Salarié dans une grande entreprise avant de créer son entreprise
	Couple : diplômé d'une école d'art et diplômée d'une licence en documentation d'entreprise	Entreprise de graphisme, communication, marketing, publicité	Salariés dans de grandes entreprises commerciales avant de créer leur entreprise

Source : auteur.

- 66 Si l'on revient aux définitions du coworking présentées, l'exemple de l'espace de coworking de Dunkerque constitue un cas atypique en raison de la grande hétérogénéité des coworkers qui y travaillent (salariés en entreprise et association, autoentrepreneurs et entrepreneurs). En ce sens, l'espace de coworking de Dunkerque est certes un espace de

travail collaboratif, mais c’est aussi un incubateur pour l’émergence de nouvelles entreprises, grâce notamment aux opérations médiatiques qui y sont menées. Les nouveaux porteurs de projets bénéficient du soutien d’associations d’aide à la création d’entreprises existantes dans l’agglomération dunkerquoise. L’espace de coworking de Dunkerque présente aussi la particularité d’avoir été créé par un couple de trentenaires diplômés, non pas par une initiative des pouvoirs publics. Ce qui en soi constitue un facteur majeur au regard de l’histoire passée et présente, industrielle et ouvrière, du territoire dunkerquois. La volonté d’œuvrer, pour la redynamisation d’un territoire en crise pour laquelle ils se sentent investis comme par une mission, est manifeste et doit être soulignée.

5. Conclusion et discussion

- 67 L’espace de coworking de Dunkerque accueille une population très diversifiée (salariés, autoentrepreneurs et entrepreneurs) qui se singularise par des activités professionnelles variées (commerce de proximité, conseil aux entreprises, assurances, technologies numériques...). Ils se distinguent de la majeure partie de la population dunkerquoise, car ils sont tous titulaires d’un diplôme (du baccalauréat au Master). Contrairement à ce que l’on peut observer dans de grandes agglomérations urbaines, cet espace de coworking est ouvert à tous les candidats, quel que soit leur profil ou leur activité professionnelle. Cette absence de filtrage témoigne d’une difficulté à recruter. Cette difficulté étant elle-même la contrepartie d’un territoire qui s’est développé pendant plusieurs décennies sur l’industrie lourde et l’emploi salarié ouvrier et en reste fortement tributaire.
- 68 La spécificité de cet espace de coworking réside très certainement dans le territoire dans lequel il est inséré, qui reste un territoire où dominant l’industrie lourde et l’emploi salarié ouvrier. Il n’y a pas de culture de création d’entreprise (outre le capital que cela nécessite) chez les habitants de ce territoire, caractérisé depuis plus de 60 ans par la domination de l’industrie lourde et de l’emploi salarié ouvrier. Les décisions prises par les responsables politiques locaux tendent à maintenir cette orientation, malgré les efforts déployés par ailleurs pour soutenir l’entrepreneuriat. Les habitants semblent attachés à ce territoire dans lequel ils ont pour la plupart grandi et/ou y ont fait leurs études, et dans lequel ils ont des ancrages familiaux (Reix, 2008), et pour y rester certains cherchent à créer leur emploi. L’importance des liens informels tissés entre les acteurs d’un territoire ne doit pas être négligée (Grossetti *et al.*, 2008 ; Boutillier, Ryckelynck, 2017 ; Boutillier, 2017). Une socioéconomie des espaces de coworking en fonction des différents territoires où ils sont développés est par conséquent nécessaire et devra être développée dans le cadre de travaux futurs.
- 69 Au final, symbole du capitalisme industriel des années de croissance économique de l’après-guerre, le territoire dunkerquois peine à tracer une nouvelle trajectoire. L’emploi salarié et ouvrier constitue la référence pour s’insérer sur le marché de l’emploi. Créer une entreprise, c’est « passer de l’autre côté », selon une formule couramment utilisée, l’autre côté est celui des patrons. En dépit des moyens matériels, financiers et humains qui ont été mis en œuvre par les autorités publiques depuis ces dix dernières années, les habitudes changent lentement. La création de cet espace de coworking en 2014 est cependant les prémices d’un changement en devenir, tel une espèce de sas entre l’emploi salarié et l’entrepreneuriat.

INSEE (2013). *Attractivité des territoires du Nord Pas de Calais, Rapport d’étude*, Paris, INSEE, 32 pages.

BIBLIOGRAPHY

- Anderson, Chris. (2017). *Makers, the new industrial revolution*, Pearson Education.
- Battiau, Michel (1989). Le Nord-Pas de Calais, un espace industriel en voie de recomposition, *Hommes et Terres du Nord*, n°1, vol 2, pp. 25-33.
- Berrebi-Hoffmann, Isabelle, Bureau Marie-Christine et Lallement Michel (2018). *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*, Paris, Seuil, 352 pages.
- Boissonnade, Jean. (2011). Le développement durable face aux épreuves. Les enjeux pragmatiques des éco-quartiers, *Espaces et sociétés*, n° 147, pp. 57-75.
- Boltanski, Luc et Chapillo Eve (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 980 pages.
- Boschma, Ron. (2004), Competitiveness of regions from an evolutionary perspective, *Regional Studies*, n° 38, vol 39, pp. 1001-1014.
- Boutillier, Sophie et Ross Eve (2018). Le coworking dans des territoires industriels en reconversion, une opportunité pour développer l'entrepreneuriat ? Essai d'analyse à partir d'une étude comparative entre l'agglomération dunkerquoise (Hauts de France) et de Metz et Thionville (Grand Est), Congrès ASRDLF.
- Boutillier, Sophie et Ryckelynck Philippe (2017). Sustainable-entrepreneurs: quantifying opportunities and social networks. Case study on sustainable entrepreneurs in a heavy industrial area, *International Journal of Entrepreneurship and small*, n°1, vol 31, pp. 85-102.
- Boutillier, Sophie (2017). Small Entrepreneurship, Knowledge and social resources in a heavy industrial territory. The case of eco-innovation in Dunkirk, *Journal of Knowledge Economy*, <https://doi.org/10.1007/s13132-017-0511-z>
- Boutillier, Sophie, Laperche Blandine et Uzunidis Dimitri (2014). Proximité, entrepreneurs et territoires entrepreneuriaux durables. Le territoire entrepreneurial durable. Etude du cas dunkerquois (Nord-France), Congrès ASRDLF.
- Boutillier, Sophie, Levratto Nadine et Carré Denis (2015). *Les écosystèmes entrepreneuriaux. Rencontre entre entreprise et territoire*, Londres, ISTE Editions, 148 pages.
- Boutillier, Sophie et Liu Zeting (2016). Digital platform as source of entrepreneurship, a reinvented world? What the cases of Uber and Airbnb tell us?, 7th International Research Meeting in Business and Management, 11-12 juillet, Nice.
- Boutillier, Sophie et Uzunidis Dimitri (sous la direction de) (1998). *Ports et industries du Nord. Clichés dunkerquois*, Paris, L'harmattan, 110 pages.
- Boutillier, Sophie et Uzunidis Dimitri (2017). *L'entrepreneur*, Londres, ISTE Editions, 136 pages.
- Brown, Julie (2017). Curating the « third Place » ? Coworking and the mediation of creativity, *Geoforum*, n° 82, pp.112-126.
- Cabantous, Alain (1983). *Histoire de Dunkerque*, Paris, Privat, 312 pages.
- Capdevila, Ignasi (2015). Les différentes approches entrepreneuriales dans les espaces ouverts d'innovation, *Innovations, revue d'économie et de management de l'innovation*, n°48, pp. 87-105.

- Chandler, Alfred (1979). *La main visible des managers*, Paris, Economica.
- Coppin, Olivier, Ziel Jérôme et Mudard Nuthalie (2000). Développement portuaire. Les impasses d'une marche forcée vers l'industrialisation lourde, *Document de travail Lab. RII-ULCO*, 10.
- Coriat, Benjamin (1979). *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Editions Christian Bourgois, 299 pages.
- Cour des comptes, (2012). *Dispositifs de soutien à la création d'entreprise* <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-dispositifs-de-soutien-la-creation-dentreprises>
- Dauvergne, Géraldine (2016). Word & Co réinvente le travail convivial à Dunkerque, *Les Echos Entrepreneurs*, <https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/idees-de-business/work-co-reinvente-le-travail-convivial-a-dunkerque-208832.php>
- Darbus, Fanny (2008). L'accompagnement à la création d'entreprise. Auto-emploi et recomposition de la condition salariale, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°175, 18-33.
- Drancourt, Michel (2002). *Leçon d'histoire sur l'entreprise de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 336 pages
- Dupuy, François (2003). *Lost in management. La vie quotidienne des entreprises*, Paris, Seuil, 276 pages.
- Dupuy, François (2015). *La faillite de la pensée managériale*, Paris, Seuil, 240 pages
- Duval, Guillaume (1998), *L'entreprise efficace, à l'heure de Swatch et Mc Donald's : la seconde vie du taylorisme*, Paris, La découverte, 192 pages.
- Fabbri, Julie (2017), Les espaces de coworking : ni tiers-lieux, ni incubateurs, ni fab labs, *Entreprendre & Innover*, n° 31, pp. 8-16.
- Fabbri, Julie, Charue-Duboc Florence. (2016). Les espaces de coworking : nouveaux intermédiaires d'innovation ouverte ?, *Revue française de gestion*, n° 254, pp. 163-180.
- Falga, Pierre (2018). Le palmarès 2018 où il fait bon entreprendre, *L'express L'entreprise*, 28 mars, https://lentreprise.lexpress.fr/creation-entreprise/le-palmares-2018-des-villes-ou-il-fait-bon-entreprendre_1985485.html
- Florida, Richard. (2014), *The Rise of the Creative Class*, New York, Basic Books, 481 pages.
- Formica, Piero. (2016). the Innovative Coworking Spaces of 15th-Century Italy, *Harvard Business Review*, 27 april, <https://hbr.org/2016/04/the-innovative-coworking-spaces-of-15th-century-italy>
- Freyssenet, Michel (2007). *La sidérurgie française, 1945-1979. Histoire d'une faillite. Les solutions qui s'affrontent*, Archives HAL, 172 pages.
- Galbraith, John Kenneth (1968). *Le nouvel état industriel*, Paris, Gallimard, 504 pages
- Gamblin, Virginie et Vilain Elisabeth (2017), Niveau de diplôme des habitants : du mieux en 15 ans, mais des disparités territoriales subsistent, *Insee Analyses Hauts de France*, n° 65, 19 décembre.
- Gaulejac de Vincent (2015). *Travail, les raisons de la colère*, Paris, Seuil, 448 pages.
- Gaulejac de, Vincent et Hanique Fabienne (2015). *Le capitalisme paradoxant*, Paris, Seuil, 288 pages.
- Géniaux, Isabelle et Mira-Bonnardel Sylvie (2003). Le réseau d'entreprises : forme d'organisation aboutie ou transitoire, *Revue Française de Gestion*, n°143, pp.129-144.
- Genoud, Patrick et Moeckli Alexis (2010). Les tiers lieux, espaces d'émergence et de créativité, *Revue Economique et sociale*, 2 juin, http://www.ot-lab.ch/wp-content/uploads/2010/07/Les_tiers-lieux_espaces_d_emergence_et_de_creativite_RES2010.pdf

- Granovetter, Mark (1985). Economic Action and Social Structure: The problem of embeddedness, *American Journal of sociology*, n°91, pp. 481-510.
- Gravier, Jean-François (1947). *Paris et le désert français*, Paris, Flammarion, 317 pages, édition de 1958.
- Grégoire, Maud. (2018). Autonomie dans le travail, autonomie du travail, une analyse sous l'angle du travail non subordonné, XXVIIème Conférence AIMS, Montpellier, 6-8 juin, Montpellier.
- Grossetti, Michel (2011). Les narrations quantifiées. Une méthode mixte pour étudier des processus sociaux. *Terrains & travaux*, n° 19, vol. 2, pp.161-182.
- Grossetti, Michel et Barthe Jean-François (2008), Dynamique des réseaux interpersonnels et des organisations dans les créations d'entreprise. *Revue française de sociologie*, n° 3, pp. 585-612.
- Hill, Steven (2015). *Raw deal. How the « Uber » economy and Runway capitalism are screwing American workers*, New York, MIT Press, 336 pages.
- Klein, Naomi (1999). *No logo*, Paris, Actes Sud, 705 pages.
- Lallement, Michel (2015). *L'âge du faire*, Paris, Seuil, 448 pages.
- Laperche, Blandine, Lorek Maria et Uzunidis Dimitri (2011). Crise et reconversion des milieux industrialo-portuaires : dépendance de sentier ou renouveau économique ? Les exemples de Dunkerque (France) et de Gdansk (Pologne), *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°2, pp.341-368.
- Le Nadant, Anne-Laure, Marinos Clément et Krauss Gerhard (2018). Les espaces de coworking. Le rôle des proximités dans les dynamiques collaboratives, *Revue des sciences de gestion*, n° 272, pp 121-137.
- Le Goff, Jean-Pierre (2003), *Les illusions du management*, Paris, La découverte, 168 pages.
- Levy-Waitz, Patrick (2018), *Mission coworking, territoires travail numérique, faire ensemble pour mieux vivre ensemble*, Paris, Ministère de la cohésion des territoires, 264 pages.
- Liefooghe, Christine (2018). Les tiers lieux à l'ère du numérique : diffusion spatiale d'une utopie socio-économique, *Géographie, Economie, Société*, n° 20, pp.31-61.
- Linhart, Danielle (2015). *La comédie humaine du travail, de la déshumanisation taylorienne à la surhumanisation*, Paris, Seuil, 158 pages
- Morel, Laure et Le Roux Serge (2016). *Les Fab Labs, l'usager-innovateur*, Londres, ISTE Editions, 126 pages.
- Nelson, Richard et Winter Stanley (1982). *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Cambridge Mass, The Belknap Press of Harvard University Press, 454 pages.
- Oddone, Patrick (2013). Le port de Dunkerque entre tourmentes et réussites économiques, *Société de Littérature du Nord*, n°61, pp. 19-30.
- Oldenburg, Ray (1989). *The Great Good Place*, Cambridge Mass, Da Capo Press, 384 pages.
- Peghaire, Cécile (2017). L'indice du coworking by BAP, 3 octobre.
- Perroux, François (1955). *L'économie du 20^{ème} siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 692 pages.
- Pierre, Xavier et Burret Antoine (2014). L'apport des espaces de travail collaboratif dans le domaine de l'accompagnement des entrepreneurs : l'animation de réseaux de pairs, *Revue de l'entrepreneuriat*, n°13, pp. 51-73.

- Reix, François (2008). L’ancrage territorial des créateurs d’entreprise aquitains : entre encastrement relationnel et attachement symbolique, *Géographie, Économie, Société*, n°10, pp. 29-41.
- Santamaria, Frédéric (2000). La notion de « ville moyenne » en France, en Espagne et au Royaume-Uni, *Annales de Géographie*, n°613, pp.227-239.
- Scaillerez, Arnaud et Tremblay Diane-Gabrielle (2017). Coworking, fab labs et living labs. Etude des connaissances sur les tiers-lieux, *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, n°34, <https://journals.openedition.org/tem/4200>
- Scaillerez, Arnaud et Tremblay Diane-Gabrielle (2016). Les espaces de *coworking* : les avantages du partage », *Gestion*, n°2, vol 41, pp. 90-92.
- Silva, François et Ben Ali Anis (2010). Emergence du travail collaboratif : nouvelles organisation du travail, *Management & Avenir*, n° 36, pp.340-365.
- Silva, François et Strohl Hélène (2016), Emergence de la post-modernité en entreprise : quel management se met en place, *Management & Avenir*, n° 90, pp.107-118.
- Tremblay, Diane-Gabrielle (2006). Télétravail, travail nomade, e-work et travail à domicile : les enjeux actuels, *Interventions économiques*, n° 34. <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/658>
- Vigarié, André (1979). *Ports de commerce et vie littorale*, Paris, Hachette, 492 pages.
- Ziel, Jérôme (1998). Attractivité et reconversion industrielle. Les investissements étrangers directs à Dunkerque, *Document de travail du Lab. RII-ULCO*, n°18.

NOTES

1. L’auteure remercie chaleureusement les évaluateurs pour leurs remarques et suggestions constructives, mais reste entièrement responsable des fautes, erreurs ou omissions éventuelles.
2. Début 2018, en France, l’État a lancé une mission « travailler autrement » qui vise à développer les coworking dans des territoires très variés pour soutenir leur développement économique. *Le courrier des maires*, 5/2/2018.
3. La population de Grande-Synthe est passée de 2875 habitants en 1962 à 12 558 en 1968, selon les informations municipales.
4. La fin du 19^e siècle est marquée en France par un effort important d’industrialisation qui se concrétise notamment par la construction de voies ferrées et l’aménagement des sites portuaires (le Plan Freycinet du nom du ministre des Travaux publics de l’époque, lancé en 1878). À Dunkerque, ces travaux de modernisation ont eu un impact important sur l’activité économique avec la création de grandes entreprises, comme Lesieur créée en 1908 pour bénéficier des avantages logistiques du port (importations d’arachides des colonies africaines françaises) (Cabantous, 1983).
5. *Les échos*, 1/02/2010.
6. *Le parisien*, 13/03/2018.
7. *Le Monde*, 17/11/2017.
8. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/dunkerque/dunkerque-frac-cherche-nouveau-souffle-1092713.html>
9. APCE : Agence pour la création d’entreprise.
10. PRCTE : programme régional de création et de transmission des entreprises.
11. <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/entrepreneuriat/>

12. <http://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/projetsencours/laturbine/> et https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/fileadmin/documents/Guides/La_Turbine_-_communaute_urbaine_de_dunkerque.pdf
13. *Le Phare*, 2/6/2016.
14. INSEE, Dossier complet commune de Dunkerque, 25/09/2018, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-59183>, consulté le 07/11/2018.
15. Une étude plus approfondie sera nécessaire dans un second temps afin d’identifier les différentes phases du parcours des coworkers et du fondateur et leurs modalités d’insertion dans l’espace de coworking.
-

ABSTRACTS

For over twenty years, coworking has become a world phenomenon. It is analyzed as a revolution such as the Taylorist revolution at the beginning of the 20th century. Form of collaborative work, thanks to digital technologies, coworking transforms radically work organization. Workers are more autonomous and creative. Nevertheless, the reality is more complex, as coworking designates many different situations depending on the territory where it is developed. In a territory where the rate of unemployment and the rate of poverty are high, coworking is very different compared with coworking spaces in big cities. The example of the town of Dunkirk (Northern France) is very interesting to illustrate some aspects of coworking.

Depuis une vingtaine d’années, le coworking est devenu un phénomène mondial. Il est analysé comme une révolution comparable à celle du taylorisme au début du 20^e siècle. Forme de travail collaboratif, grâce aux technologies numériques, le coworking transforme l’organisation du travail. Les travailleurs sont ainsi plus autonomes et créatifs. La réalité est cependant beaucoup plus complexe, le coworking désigne des situations très variées selon le territoire dans lequel il se développe. Dans un territoire où le taux de chômage et le taux de pauvreté sont élevés, le coworking revêt un aspect très différent comparé aux centres de coworking qui apparaissent dans les grandes villes. L’exemple de l’agglomération dunkerquoise (Nord, France) est très intéressant pour illustrer un aspect parmi d’autres du coworking.

INDEX

Mots-clés: territoire, entrepreneuriat, coworking, salariat, industrie

Keywords: territory, entrepreneurship, coworking, salaried employment, industry

AUTHOR

SOPHIE BOUTILLIER

Université du Littoral-Côte d’Opale, CLERSE (UMR-CNRS, 8019)